

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**MACOMPTA.FR**

Société anonyme au capital de 1 505 297 euros  
Siège social : 20 rue des Greffières – 17140 Lagord  
499 890 424 RCS La Rochelle

**AVIS DE RÉUNION VALANT AVIS DE CONVOCATION**  
**A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 25 MARS 2026**

Les actionnaires de la société MACOMPTA.FR sont convoqués en Assemblée générale extraordinaire **le 25 mars 2026 à 9 heures 30**, au siège social situé 20, rue des Greffières – 17140 Lagord, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**ORDRE DU JOUR SOUMIS A L'ASSEMBLÉE**

1. Autorisation donnée au Conseil d'administration en vue d'un programme de rachat par la Société de ses propres actions
2. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

**TEXTE DES RÉOLUTIONS SOUMIS A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**Première résolution (Autorisation donnée au Conseil d'administration en vue d'un programme de rachat par la Société de ses propres actions)**

L'Assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration, conformément aux articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce, à acquérir un nombre d'actions de la Société ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du nombre total d'actions composant le capital social à la date de la présente Assemblée Générale étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital social de la Société qui sera, le cas échéant ajusté pour prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée Générale, les acquisitions réalisées par la Société ne pouvant en aucun cas l'amener à détenir, directement ou indirectement plus de dix pour cent (10 %) de son capital social, étant précisé que (i) lorsque les actions seront acquises dans le but de favoriser la liquidité des actions de la Société, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite correspondra au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation et (ii) lorsqu'elles le seront en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, le nombre d'actions acquises ne pourra excéder cinq pour cent (5 %) du nombre total d'actions,

décide que l'acquisition de ces actions pourra être effectuée par tous moyens et notamment en bourse ou de gré à gré, par blocs d'actions et aux époques que le Conseil d'administration appréciera et que les actions éventuellement acquises pourront être cédées ou transférées par tous moyens en conformité avec les dispositions légales en vigueur,

décide que l'autorisation pourra être utilisée en vue de :

- assurer la liquidité des actions de la Société ou l'animation du marché secondaire dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement, conforme à la pratique admise par la réglementation sous condition suspensive de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris ;
- honorer des obligations liées à des programmes d'options d'achat d'actions, d'attributions gratuites d'actions, d'épargne salariale ou autres allocations d'actions aux salariés et dirigeants de la Société ;
- acheter des actions pour la conservation et/ou remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- plus généralement, la réalisation de toute opération admise ou qui viendrait à être autorisée par la réglementation en vigueur, notamment si elle s'inscrit dans, le cadre d'une pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers ;

décide que le prix maximum d'achat est fixé à 12 euros par action. En cas d'opération sur le capital, notamment de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires, le montant sus - indiqué sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).

décide que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, aura tous pouvoirs à l'effet de :

- Juger de l'opportunité de lancer un programme de rachat d'actions ;
- Déterminer les conditions et modalités du programme de rachat d'actions dont notamment le prix des actions achetées ;
- Établir et publier le communiqué d'information relatif à la mise en place du programme de rachat d'actions ;
- Passer tous ordres en bourse ;
- Effectuer toutes les déclarations auprès de l'AMF et de tout organisme, remplir toutes autres formalités ; et
- D'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire pour exécuter et mettre en œuvre la présente résolution.

décide que la présente délégation est valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de ladite Assemblée Générale.

## **Deuxième résolution - Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités**

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer toutes formalités légales de dépôts et de publicité prévus par la législation en vigueur.

\*\*\*

### **A. Formalités préalables pour participer à l'Assemblée générale**

Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, le droit de participer à l'Assemblée est subordonné à l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au 2<sup>e</sup> jour ouvré précédant l'Assemblée.

L'inscription des titres est constatée soit dans les comptes nominatifs tenus par la Société par son mandataire CIC Market Solutions, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité.

L'inscription en compte des titres au porteur doit être constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire.

### **B. Modalités de participation à l'Assemblée générale**

Les actionnaires disposent de plusieurs possibilités pour participer à l'Assemblée générale :

- Participation physique :
  - o Pour l'actionnaire nominatif : se présenter le jour de l'Assemblée muni d'une pièce d'identité ou demander préalablement une carte d'admission au CIC Market Solutions.
  - o Pour l'actionnaire au porteur : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée.

- Participation par correspondance ou par procuration :

A défaut d'assister personnellement à cette Assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des formules suivantes :

- o Voter par correspondance ;
- o Se faire représenter en donnant une procuration au Président de l'Assemblée ou à toute personne physique ou morale de son choix.

L'actionnaire au nominatif devra compléter le formulaire de vote, joint à la convocation qui lui sera adressé, en précisant s'il souhaite se faire représenter ou voter par correspondance.

L'actionnaire au porteur pourra obtenir le formulaire de vote sur le site internet de la Société <https://investisseurs.macompta.fr> à la rubrique Espace Actionnaire/Assemblées générales ou demander un envoi papier à l'adresse [investisseurs@macompta.fr](mailto:investisseurs@macompta.fr).

Les formulaires de vote ne pourront être pris en compte que s'ils sont dûment remplis et signés, et qu'ils parviennent, soit par lettre simple au siège de la Société, soit par courrier électronique à l'adresse [investisseurs@macompta.fr](mailto:investisseurs@macompta.fr), trois jours au moins avant la réunion de l'Assemblée générale.

Si les actions sont au porteur, le formulaire doit être accompagné d'une attestation de participation obtenue par l'intermédiaire financier habilité.

### **C. Demande d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour**

Les demandes motivées d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions légales en vigueur, doivent être adressées au siège social de la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par

courrier électronique à l'adresse [investisseurs@macompta.fr](mailto:investisseurs@macompta.fr), au plus tard vingt-cinq jours avant la date de l'Assemblée générale.

Ces demandes doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par CIC Market Solutions, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité qui assure la gestion du compte titres, qui justifie de la possession ou de la représentation par les auteurs de la demande, de la fraction du capital exigée par l'article R. 225-71 du Code de commerce à la date de la demande.

#### **D. Questions écrites**

Conformément aux articles L.225-108 et R.225-84 du Code de Commerce, tout actionnaire peut adresser des questions écrites à la Société. Ces questions doivent être adressées au siège social de la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par courrier électronique à l'adresse [investisseurs@macompta.fr](mailto:investisseurs@macompta.fr), au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée générale.

Pour être prises en compte, elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par CIC Market Solutions, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité qui assure la gestion du compte titres.

#### **E. Droit de communication des actionnaires**

Conformément à la loi, l'ensemble des documents qui doivent être communiqués dans le cadre de cette Assemblée générale, seront mis à la disposition des actionnaires, dans les délais légaux, au siège social de la Société.

Le présent avis vaut avis de convocation, sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour par suite d'éventuelles demandes d'inscription de projets de résolutions présentées par les actionnaires.

**Le Conseil d'administration**